

# Trump arrive...

n°353

Semaine du 9 au 13 Janvier 2017

Chaguir Mandjee

Aux Etats-Unis, alors que l'investiture de D. Trump interviendra dans moins d'une dizaine de jours, le président élu tiendra ce soir sa première conférence de presse. Celle-ci est très attendue et devrait permettre d'obtenir des précisions sur la mise en oeuvre du programme du futur président des Etats-Unis, notamment en matière d'impôt et d'investissement. Qui sera finalement concerné par la baisse des impôts ? La hausse des dépenses promise par D. Trump sera-t-elle maintenue ou reportée à plus tard ? Comment le président élu compte-t-il financer son programme économique ?

Trump est attendu également sur la politique protectionniste, sujet sur lequel il s'est régulièrement exprimé sur Twitter ces derniers temps. Après General Motors et Ford, c'est Toyota qui se fait rappeler à l'ordre par Trump. Il menace de taxer l'entreprise si elle ne renonce pas à construire sa nouvelle usine au Mexique, destinée à vendre des véhicules aux Etats-Unis. Les mesures visant à protéger l'économie US (des ajustements de tarifs douaniers, de nouvelles taxes sur les importations) pourrait avoir un impact initial bénéfique sur la croissance US, mais néfaste à plus long terme, avec une baisse des exportations. La Chine, la Corée, et le Japon seraient les économies les plus affectées par ces mesures éventuelles à raison de leur large excédant de la balance commerciale avec les US.

Cette intervention permettra également au futur président de fixer les premières échéances à venir dans son mandat. Il sera dès lors intéressant de suivre la réaction de la FED à ces annonces qui n'aura a priori d'autre choix que de s'adapter et de calquer sa politique monétaire sur le calendrier de Trump.

Au Royaume-Uni, l'activation de l'article 50 qui devait intervenir en début d'année se fait toujours attendre... En effet, le flou persiste autour de la sortie du pays de l'Union Européenne et les déclarations récentes de Theresa May pointent vers un Brexit dur. Les européens refusent en effet de laisser la possibilité d'une Europe sur mesure, tandis que la Première ministre britannique peine à afficher une ligne de conduite claire face aux tensions existantes au sein de son parti, notamment concernant le choix qu'elle devra faire entre le contrôle des frontières et l'accès au marché unique. Même si les indicateurs économiques ne le reflètent pas encore, ces incertitudes risquent à terme de peser sur l'économie britannique, et ne peuvent qu'accroître la volatilité déjà très forte de la livre sterling.

Enfin, le début de semaine a également été marqué par la rechute du cours du baril de pétrole. Là encore, la forte volatilité du cours du Brent témoigne de l'incertitude quant au respect des engagements des principaux producteurs mondiaux. Pourtant le nombre de barils produits par jour est clairement orienté à la baisse dans une majorité de pays comme le prévoit l'accord, mais les zones d'ombre proviennent essentiellement de la position adoptée par l'Iraq et les Etats-Unis dont la production s'approche déjà de ses niveaux record..., empêchant ainsi une remontée durable des prix.